

Le problème d'une action concertée avec la M.F. est déjà rendu difficile par les fatonnements de cette Fédération sur d'importantes questions (unité, etc.); mais cette action fut rendue pratiquement impossible par l'attitude hostile à toute action commune et la réserve de la direction fédérale. Ainsi le congrès de la C.G.T.T.U., elle ne répondit pas aux propositions de notre commission syndicale.

Dans l'ensemble si des efforts ont été faits pour un renforcement de notre activité syndicale; 1) l'impulsion et les directives centrales ont manqué; 2) l'indépendance de l'activité de chacun a fait place à l'interdépendance de ces activités par le lien d'une fraction centrale organisée et active. Cependant beaucoup de décisions sont restées sur le papier. Ainsi fut décidée la création de fractions syndicales; bien que cela concernait une dizaine de fédérations (Métaux, Textiles, Vêtements, etc.) une seule fonctionne en fait, celle de l'Enseignement. 3) le peu de tenacité et les doutes sur l'attitude à adopter ont nui à notre activité, 4) en Province, la communication de l'activité, l'échange de conseil avec le centre est quasi nul, ce qui constitue un handicap sérieux à l'activité coordonnée; 5) l'activité engagée se heurte aux divergences proclamées, sur la question de savoir si les oppositionnels dans la C.G.T.U. doivent se présenter comme fraction syndicale de la L.C. ou former des minorités révolutionnaires et s'exprimer en leur nom. La conférence se prononcera à propos de la thèse syndicale. La C.E. estima qu'au congrès de la 20e U.R. notre fraction devait en tant que telle intervenir et ainsi en multiples cas dans la C.G.T.U. Cette divergence amena la démission de la commission syndicale de Rimbert et Giacomi, en pleine action; ce qui n'est pas de leur part une attitude communiste.

## IX- ACTIVITE POLITIQUE -

### Extérieure -

a) La C.E. continua à prendre comme centre de son activité le développement des événements d'Allemagne; elle les suivit pas à pas dans notre presse et adopta dans sa majorité une position politique juste dans leur développement; elle conjugua l'action au sein du P.C. à l'action publique. Après la défaite allemande, elle lia cette défaite avec les perspectives en France.

L'action menée en Congrès de Pleyel fut examinée et l'objet de la résolution jointe que la C.E. soumit à l'approbation de la C.N., étant donné les flottements entraînés par notre action à Pleyel (annexe 7ter).

A cette occasion, la C.E. commença les premiers pas d'un travail parmi les socialistes.

Toute la période précédant le Congrès de Pleyel et le Congrès lui-même marquent la rupture que constitua la défaite allemande entre l'O.G. et le parti; la défense acharnée d'un appareil contre l'avant-garde révolutionnaire. Les violences de Pleyel, à la Grange aux Belles, à Marseille, au S.R.I., etc... furent l'expression de cette dégénérescence complètement achevée. Notre campagne politique durant ces mois devait détacher du centrisme un nombre assez conséquent de militants dans toute la France et dans la R.P. (rayon Paris Sud) Cependant la dégénérescence était telle qu'aucun courant d'opposition ne s'est développé jusqu'à présent dans le parti.